

DECLARATION DU PARTI CDP EN RAPPORT AVEC L'ENLISEMENT DES CHANCES DE LA PAIX DEPUIS LES NOUVELLES ATTAQUES DU PALIPEHUTU-FNL



Anicet Niyonkuru
Président du Parti CDP

Burundaises Burundais ;
Chers amis des Burundais ;
Vaillants Patriotes ;

Voici que pour la énième fois, la paix des Burundais, et par conséquent leurs efforts de se remettre des décennies de calvaire, viennent d'être mis à rude épreuve, après la reprise des affrontements entre le PALIPEHUTU-FNL et le gouvernement.

Quand en 2003 nous avons acclamé à juste titre l'arrêt d'une guerre qui pendant plus d'une décennie avait directement endeuillé et paupérisé au moins trois familles sur quatre parmi les Burundais toutes ethnies confondues, aucun ne pouvait imaginer un seul instant qu'après la guerre il y aurait la guerre ! Et quand le 7 septembre le mouvement PALIPEHUTU-FNL et le gouvernement avaient à Dar ES Salaam

signé un accord de cessez-le-feu, tous nous avons espéré pouvoir vivre enfin un Burundi guéri de vies de 24 heures pas certainement renouvelables. Hélas, les récents événements viennent de nous repousser encore vers un très lointain horizon par rapport à cet espoir. Et comme si le mois d'avril était devenu pour les Burundais une malédiction, voilà que c'est pendant le même mois, où nous commémorons le génocide hutu de 1972, que ce peuple revit encore dans une tourmente, qui pousse sur la route de l'exil les enfants et les petits enfants des Burundais gisant dans des fosses communes inconnues !

Burundaises Burundais ;
Chers amis des Burundais ;
Vaillants patriotes ;

Depuis la reprise de ces hostilités, des déclarations ont fusé de toutes parts avec des tons accusateurs par rapport aux responsabilités des uns et des autres dans cette énième croix que l'histoire vient de poser sur la tête des Burundais. En ce qui nous concerne, l'heure n'est pas d'angéliser celui-ci et de diaboliser celui-là ; c'est le moment de nous remettre en cause, nous tous Burundais, et de savoir ce que nous voulons réellement. Car la paix ne se bâtit ni sur la scène des tragi-comédiens manichéens, ni sur l'auditoire de la résignation. Il y va de la vie des Burundais et non des seuls politiciens et encore moins de leurs griots ; nous devons tous comprendre que le moment est venu pour cesser de nous contenter d'exister, mais de vivre !

Ceci étant, ceux qui, en parole, par action ou par omission arrosent la semence de la mort, qui qu'ils soient, doivent se retenir : les Burundais sont prêts à tout sauf à une minute de plus dans la prolongation de la belligérance, quelles que soient les justifications que l'on en puisse donner. Et au lieu de verser dans l'équilibrisme lâche ou alors dans la partialité fanatique, notre ferme conviction est que nous devons tous nous mettre à l'école du respect de la vie des peuples ! A part les civils et les objectifs non militaires succombant aux tirs orientés ou alors aux effets collatéraux, ces combattants du PALIPEHUTU-FNL qui tombent sur le champ de bataille dans une guerre de trop, sont des fils et des filles de la Nation ; ces militaires du gouvernement qui ont fini la guerre pour reprendre la guerre, sont des fils et des filles de la Nation ! Et nous faisant l'écho de Ghandi, nous nous devons de rappeler aux Burundais que « **Nul être humain n'est assez parfait pour avoir le droit de tuer celui qu'il considère comme entièrement mauvais** ».

Burundaises Burundais ;
Chers amis des Burundais ;
Vaillants patriotes ;

En refusant d'intégrer le processus de l'arrêt définitif des hostilités, le PALIPEHUTU-FNL a évoqué le refus du gouvernement de céder à certaines de ses revendications, en l'occurrence l'amnistie, mais aussi l'occupation des postes de responsabilité militaires, politiques et administratifs. S'agissant de la question de l'amnistie, le Chef de l'Etat s'est époumoné à expliquer à qui pouvait l'entendre, dans son message à la Nation après les attaques, que celle-ci n'est plus à l'ordre du jour, étant donné qu'elle a été votée à la majorité écrasante à l'Assemblée Nationale et à l'unanimité au Sénat. Pourtant, si l'on doit suivre l'autre partie jusque dans sa logique, cette amnistie reste toujours suspendue en l'air ; les modalités de sa mise en application s'entourent d'un certain flou. Qui croire, qui ne pas croire, voilà une fausse question ! On ne philosophe pas devant une maison qui brûle ! Si un tel malentendu est de nature à plonger le peuple burundais dans le tréfonds du désespoir, pourquoi ne pas le lever, et ainsi refuser la chance à tout faux fuyant ? En ce qui est des postes, la pomme de discorde viendrait du fait que les demandeurs se voient leur opposée la constitution, et par-delà celle-ci la légitimité, notamment quant ils réclament des sièges à l'Assemblée Nationale. Ici encore, tout le monde a tort et a raison ; seul le peuple a seulement raison : c'est le peuple qui a voté cette Constitution ; c'est le même peuple qui a mis en place ce Parlement. Si aujourd'hui on lui demandait de choisir entre la poursuite d'une guerre et l'entrée des non élus dans cette Assemblée Nationale, notre intuition est que ses voix, plus nombreuses qu'elles ne l'avaient même été lors du vote de cette Assemblée en 2005, s'orienteraient du côté de la première modalité. En tout état de cause, aucune loi n'est au dessus de la vie, alors que tout ce qui est légal n'est pas juste ! Et quand il en va de la vie des peuples, la grandeur d'esprit patriotique doit primer sur le juridisme politicien ! Je veux bien qu'on respecte la loi. Mais à quoi nous servirait un juridisme inopérant ? Aucune légitimité n'est assez valide pour asphyxier une nation !

De ce qui précède donc et vue l'urgence de donner aux Burundais une conception de la

vie autre que la simple existence, nous inférons que les belligérants gagneraient à déposer les armes, toutes affaires cessantes, à moins qu'ils aient oublié que toute guerre qui n'est pas acclamée par le peuple est perdue d'avance. Les Burundais sont fatigués de ne survivre que par miracle ; les bailleurs de fonds sont fatigués de voir toujours des bras tendus et affaiblis par la famine, mais qui gardent quand même la force et la fougue de canonner !

Compte tenu de tout cela et en patriote engagé pour la cause des peuples burundais, nous invitons les belligérants à se dépasser ; une heure de guerre ferait reculer le peuple burundais de beaucoup d'années en arrière par rapport au rendez-vous du développement économique et social. Le seul combat qui aujourd'hui vaille la peine d'être mené, c'est le combat contre l'injustice sociale et l'impunité des crimes imprescriptibles, mais aussi et par conséquent, celui contre la criminalité qui paralyse tout effort d'investissement, sans oublier la lutte contre la pauvreté. Et en droite ligne de la politique du CDP qui prône le développement du Burundi avec le peuple et non à côté du peuple, nous exhortons tous ceux qui croient encore à la vie comme droit inaliénable à tout faire pour que les maigres acquis de la paix et de l'entente ne soient pas refoulés aux pieds. Ainsi à différents groupes, nous demandons :

1) au Gouvernement

- de ne pas s'enfermer dans un juridisme inopérant afin qu'il rétablisse l'ordre public et la paix ;
- de jouer le rôle qui est le sien, celui de refuser la chance à tout ce qui peut perturber la paix et la sécurité ;
- de considérer, par conséquent, qu'il a tout à gagner en s'attendant à privilégier tout ce qui peut soulager la misère du peuple qui l'a installé au pouvoir.

2) au PALIPEHUTU-FNL

- de revenir à la table des négociations et, ainsi faisant, de priver à l'autre partie le prétexte de toute radicalisation et de toute diabolisation ;
- de doser sa surenchère à l'effet de mettre en avant tout ce qui est de nature à ne pas replonger le peuple dans la guerre, qui en a déjà plus que trop souffert, et d'ainsi donner la chance au peuple lui-même de sanctionner par le vote, le moment venu, les politiciens qui se seront avérés indignes de sa confiance.

3) au Peuple burundais

- de ne pas céder à l'infantilisation populaire distillée dans certains discours manichéens et triomphalistes de ceux qui oublient que les combattants, militants et sympathisants de l'une et l'autre des parties en conflit restent des fils et des filles de la Nation qui ont besoin de vivre ;
- de prendre conscience de sa place dans la vie de la Nation et de profiter de toute occasion qui lui est offerte pour rappeler que la guerre qui se mène actuellement ne fait point son affaire.

4) à la Communauté Internationale :

- de ne pas faire le jeu du batelier qui vous engage sur la voie de la traversée d'une mer et qui vous abandonne au large de celle-ci : les efforts que cette Communauté Internationale a fournis en nous soutenant jusqu'à l'installation d'un gouvernement élu ne doivent pas être relâchés à tous les points de vue, pour une paix durable ;
- de se pencher résolument sur la question du financement de la politique du désarmement de la population civile avec des moyens conséquents comme cela s'est toujours fait dans tous les pays qui ont connu des guerres de rébellions.

5) aux militants du CDP

- de s'abstenir de tout acte de confrontation, de provocation et de polémique stérile et de privilégier la solidarité entre les peuples qui, toutes ethnies confondues et quelles que soient leurs mouvances politiques, ont intérêt à ce que la guerre prenne fin ;
- de redoubler d'effort dans leurs actions et réflexions pour un Burundi meilleur.

Pour le Parti CDP,
Anicet Niyonkuru,
Président.

Contact : info@cdp-burundi.org, nyonkuru@cdp-burundi.org